

Journalistes

la lettre de l'



Internet, la nouvelle cible des censeurs

À Noël, chez les Dictateurs, c'est la Tradition, on invite un journaliste à sa table !



Dossier

Plat pays et mille collines

Le traitement de la crise politique par les journalistes, les allégations de « militantisme » à l'encontre de médias francophones et la comparaison déplacée et insultante entre la RTBF et Radio mille collines lancée par Yves Leterme : *Journalistes* revient sur une fin d'année agitée qui a pointé à diverses reprises le rôle des médias et de la médiatisation dans la crise (dossier en pages 4, 5 et 6).

La question de l'identité ou plutôt celle de la construction identitaire à laquelle les médias participent, consciemment ou non, a traversé les débats et colloques qui ont précédé ou suivi ces événements. La perspective « Nous / Eux » et les stéréotypes qu'elle produit immanquablement posent question. Et notamment : les médias francophones sont-ils belgicains ? Véhiculent-ils une idée de la Belgique unie, modèle culturel pour le reste du monde, qui agit comme une idéologie sous jacente à toutes les analyses journalistiques francophones ? Les exemples n'ont pas manqué : Bel-RTL propose à ses auditeurs de s'habiller aux couleurs du drapeau belge. Un drapeau que *La Dernière Heure* invite à sortir à son balcon en titrant « Sauvons la Belgique » et que les journaux du groupe Sud Presse offrent en autocollants à leurs lecteurs. L'*Eventail* pare sa couverture de noir, jaune et rouge dans un plaidoyer pour une Belgique unie, en français et en néerlandais dans le texte. L'édition spéciale de RTL TVI organisée le jour de la manifestation pour une Belgique unie donne lieu à un record d'audience avec 875.661 téléspectateurs. La couverture même de cet événement, et la recherche frénétique de manifestants

flamands, montre jusqu'où le concept « Belgique » labellise l'info francophone. Promouvoir, entretenir voire susciter le sentiment d'identité nationale belge procède-t-il de choix éditoriaux réfléchis, discutés, assumés ? A moins qu'il n'y ait pas vraiment de choix, mais une ligne éditoriale « spontanée » qui se construirait au gré des émotions journalistiques ? Poser la question de la construction identitaire dans nos médias francophones, c'est manifestement déranger. Y a-t-il un débat à ce sujet dans les rédactions ? On se permet ici d'en douter. « *Nous n'avons pas de ligne éditoriale belge ou belgicaine, nous faisons juste notre métier d'informer !* », déclare Stéphane Rosenblatt (RTL TVI) lors du colloque organisé par l'Observatoire du récit médiatique (ORM) le 29 novembre à Louvain-la-Neuve. « *Notre journal est belgicain. C'est pour cela et pour répondre à une demande qu'on a distribué cet autocollant* », explique Hubert Van Slembrouck, responsable de l'information politique de Sud Presse. Un cran plus loin, il faut oser demander s'il s'agit bien de ligne éditoriale, ou de marketing éditorial ou de marketing tout court...

(Suite page 6)

Martine SIMONIS

L'état de la liberté de la presse dans le monde ne cesse de se dégrader et les données enregistrées pour 2007 confirment, hélas, cette tendance.

Selon le classement établi par l'organisation Reporters sans frontière (RSF), la Belgique gagnerait néanmoins quelques places, accédant à la cinquième position. L'Islande reste l'indétrônable championne. Sans surprise, on retrouve en bas du tableau la Corée du Nord, l'Iran, Cuba, la Birmanie et la Chine.

RSF, qui souligne qu'aucun continent n'est épargné par la censure ou la violence à l'encontre des professionnels des médias, se dit très inquiet pour la liberté d'expression sur internet, observant que les « *autorités des pays répressifs s'en prennent désormais avec la même force aux blogueurs et aux journalistes en ligne qu'aux employés des médias traditionnels.* »

Dans son rapport publié le 19 décembre, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) compte 64 journalistes tués dans le monde (dont 31 en Irak) en 2007. Il s'agit du bilan le plus élevé enregistré depuis 1994, selon cette association basée à New York.

Parce que la liberté d'expression est un combat quotidien, même si nous n'en sommes pas toujours conscients et/ou que nous nous croyons à l'abri, nous vous souhaitons, à tous et à toutes, une libre et heureuse année 2008 !

Sites : www.rsf.org / www.cpj.org

Sommaire

Secret des sources

La Belgique à nouveau condamnée 2

Déontologie

Première étape franchie pour le CDJ 3

Liège

La Presse fait sa revue 6

Inforegions.be

Le portail de l'info télévisuelle locale 7

Les citoyens ont pris la parole

Depuis le 10 juin, le feuilleton de la crise politique belge se retrouve dans l'ensemble des médias, presse féminine et étrangère y compris. Cette surmédiation alimente-t-elle le brasier communautaire ? La question se trouvait au cœur de trois débats organisés en marge des colonnes et plateaux : le 22 novembre à Bruxelles, à l'initiative de la plate-forme Journalists@YourService (J@YS) ; le 29 novembre à Louvain-la-Neuve, sous la houlette de l'Observatoire du récit médiatique (ORM) ; et le 5 décembre aux Facultés universitaires catholiques de Mons (FUCaM). Journalistes et observateurs des médias y ont longuement exposé leurs points de vue et analyses de la situation. Nous en avons retenu ici six idées-clés... et quatorze dans la version plus développée de cet article, à lire sur www.ajp.be ⁽¹⁾.



Hubert Van Slembrouck (Sud Presse), Pascal Belpaire (Vers L'Avenir), Stéphane Rosenblatt (RTL TVI), Gérard Derèze (UCL) et Laurent Hoebrechts (La Libre Belgique) en débat le 29 novembre à Louvain-la-Neuve. (Photo : AJP)

► DRAMATISATION À LA UNE

La crise se suit comme un feuilleton et elle occupe une place plus ou moins importante dans les médias, même lorsqu'il n'y a rien de neuf à en dire : Joëlle Desterbecq (UCL) en veut pour preuve la rentrée parlementaire du 9 octobre, qui a fait l'objet d'une émission spéciale de plus de trois heures à la RTBF et d'une retransmission via webcam sur le site de RTL. « Alors qu'il ne se passait pas grand-chose, la RTBF a tenté de mettre en place une intrigue en jouant sur les codes de la télévision. »

« Au lendemain des élections, on a pressenti que la période de négociations s'annonçait difficile. D'où le décompte des jours à l'écran », justifie Benoît Moulin, rédacteur en chef du JT de la RTBF. Qui reconnaît que, par nature, la télévision n'échappe pas à la dramatisation. « Malheureusement, on utilise souvent des techniques liées au spectacle. »

► ENTRETENIR LE FEU MÉDIATIQUE

Du 10 juin au 10 novembre, Olivier Standaert (UCL) a analysé les Unes de cinq quotidiens (*La Nouvelle Gazette*, *Le Soir*, *La Libre Belgique*, *La Dernière Heure*, *Vers l'Avenir*). La crise s'y est retrouvée à plus de 250 reprises dont 86 et 87 fois dans *Le Soir* et *La Libre Belgique* contre 16 fois seulement dans *La Nouvelle Gazette*.

« Une fois que l'on a tout expliqué, que toutes les clés de lecture ont été données, que dire de plus ? », estime Hubert Van Slembrouck, chef de l'info générale à Sud Presse. « Quand on consacre une Une à la crise, il s'agit toujours d'un gros événement dans l'actualité », poursuit-il,

qualifiant d'« acceptable » la position adoptée par la chaîne flamande VTM, dont la politique éditoriale est de parler de la crise uniquement lorsqu'un fait important le justifie.

Luc Pauwels, journaliste à la VRT TV, rappelle qu'« au terme de 177 jours, il est normal de se demander où il est encore possible de trouver des aspects de la crise à traiter. La situation est folle au point que des collègues de la BBC ont même réalisé un reportage sur nos propres reportages ! »

► UN MÉDIA, UNE COMMUNAUTÉ

Trois rencontres et un même constat : le discours qu'adopte le média en fonction de son appartenance à un groupe linguistique. « Inacceptable coup de force » pour *Vers l'Avenir*, le vote BHV à la Chambre devient « un chemin vers la scission » dans *Het Belang Van Limburg*. Quand Yves Leterme est critiqué dans les journaux flamands, c'est parce qu'il est « passé à côté d'une réforme de l'Etat. » « La tâche est d'autant plus difficile que l'on vit dans deux pays et qu'il y a deux opinions publiques, relève Baudewijn Vanpeteghem, journaliste à *Trends*. Du côté francophone, les choses sont perçues de manière beaucoup plus émotive alors qu'au Nord, on est plus pragmatique. »

► LE RETOUR DES OPINIONS

La presse d'opinion n'existe plus en Belgique francophone mais on fait de l'opinion autrement », analyse Frédéric Antoine (ORM). Quant au pouvoir que l'on impute aux éditorialistes flamands, Baudewijn Van Peteghem

estime qu'il n'est plus d'actualité. « Ce n'est plus l'époque où un éditorialiste flamand a une réelle influence. Aujourd'hui, ce qui va avoir du poids sur le monde politique, ce sont les manchettes et les titres. Quand on titre 'Ca ne va plus, Yves Leterme', cela a beaucoup plus d'impact qu'un édito. » Mais, du côté francophone, la presse redécouvre des éditorialistes. « Les rédacteurs en chef se voient réinvestis d'un rôle, explique Frédéric Antoine. Sans parler de la place que reprennent les usagers des médias. »

► UNE AGORA SYMBOLIQUE

Si les médias informent, ils donnent aussi la parole à des citoyens qui « ne veulent plus être spectateurs de leur histoire : ils veulent se la réapproprier. C'est le retour du média comme acteur social », souligne Frédéric Antoine. Et Benoît Moulin (RTBF) abonde dans ce sens : « Toutes les plates-formes interactives sont prises d'assaut et les débats y sont riches. Bien sûr, on surveille le contenu mais les commentaires que nous devons évacuer représentent à peine 2% du volume total. Les nouvelles technologies permettent aux médias de jouer leur rôle de médiateur et d'impliquer un peu plus le citoyen dans le débat. » Un débat qui ne passionne pas les lecteurs de Sud Presse, si l'on en croit Hubert Van Slembrouck : « Sur notre site, on a dix fois plus de réactions quand on parle de Franky Vercauteren ! »

► L'INFLUENCE INTERNATIONALE

On reproche à nos collègues étrangers leur méconnaissance du complexe système belge et celle de nos langues nationales (« Vous ne lisez que *Le Soir* ! », fustige Filip Rogiers du *Morgen*). Et Michaël Stabenow, représentant de l'Association de la presse internationale (API) et correspondant du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, reconnaît que la majorité des 1.200 journalistes accrédités à Bruxelles ont peu d'expérience de notre politique puisqu'ils couvrent essentiellement l'actualité européenne. « Mais, souligne Béatrice Delvaux, rédactrice en chef du *Soir*, la presse internationale a joué son rôle en étant la première à poser la question sur la scission du pays. » Pour Jean-Pierre Stroobants (*Le Monde*), l'influence de la presse étrangère est indéniable (« *Le monde politique belge communique de plus en plus avec le Monde.* ») Et d'évoquer cette rencontre qui eut lieu, mi-octobre, avec son confrère de *Libération* Jean Quatremer, dans le bureau du commissaire européen Louis Michel, qui leur avait déclaré : « Il y a un excès de catastrophisme dans les journaux étrangers et cela a un effet rebond chez nous. Quand les Belges lisent ça, ça rajoute une couche. »

L. D.

(1) www.ajpb.be/ajp/articles/mediaspolitique.php

(2) Lire le communiqué de l'API sur les attaques contre la presse étrangère sur www.api-ipa.eu

(3) Lire également sur le blog de Jean Quatremer, « Les coulisses de Bruxelles » : <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2007/09/louis-michel-ou.html>

Au Nord

Un questionnement relatif mais réel

Il y a trois décennies, les éditorialistes de la presse flamande étaient réputés avoir le pouvoir de faire ou défaire des gouvernements : il arrivait que les Manu Ruys, Hugo Camps et autres Leo Marynissen dictent l'agenda politique, en rappelant aux leaders politiques du nord du pays qu'ils étaient allés trop loin à leurs yeux. Ils ont ainsi puissamment contribué à l'échec du « Pacte d'Egmont », finalement dénoncé par Leo Tindemans.

Ce militantisme n'apparaît plus de mode, même si la presse flamande choisit elle aussi son camp : ainsi, la manifestation « citoyenne » du 18 novembre n'avait pas été annoncée dans les quotidiens flamands. Mais devant son ampleur, relative diront certains, le *Nieuwsblad* décidera d'y consacrer deux pages, au contraire du *Standaard*, qui fait pourtant partie du même groupe, qui ne donnera qu'une photo le lundi.

La presse flamande n'est en tout cas pas unanime : si la plupart de nos confrères ont salué le vote de la Commission de l'Intérieur de la Chambre qui, en l'absence des francophones, a approuvé le renvoi en séance plénière de la proposition de scission pure et simple de l'arrondissement électoral et judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, Luc Van der Kelen a ramé à contre-courant. Ce vote, a-t-il écrit, est un « échec » grave pour la Flandre, et surtout pour le formateur (d'alors), Yves Leterme. L'éditorialiste du *Laatste Nieuws* apparaît peut-être parfois comme le plus « belge » des journalistes politiques flamands mais le quotidien où il s'exprime est le plus lu de Flandre, et donc de Belgique.

L'explication de la crise politique n'en a pas moins longtemps pris un visage dans la presse flamande : celui de la présidente du CDH, Joëlle Milquet, alias « Mevrouw Neen ». Mais là aussi, certains ont voulu voir au-delà de l'apparence. Eric Donckier, par exemple, qui, dans le *Belang van Limburg* s'interrogeait, une quinzaine avant la deuxième démission d'Yves Leterme, sur le « quotient émotionnel » de l'homme fort du CD&V, indispensable selon lui à un futur Premier ministre, tout autant que le quotient intellectuel, dont est incontestablement pourvu l'ancien ministre-président flamand.

Fin novembre, alors que la rupture s'annonçait, et que les partis flamands faisaient tout pour l'imputer aux francophones en général, au cdH en particulier, l'éditorialiste limbourgeois désignait la N-VA « dont nous ne pouvons comprendre pourquoi elle n'a pas confiance dans son partenaire, le CD&V ». D'autres, toutefois, veillaient à l'orthodoxie flamande : si le *Standaard* du 5 décembre détaillait en pages intérieures les raisons, dont certaines liées à sa stratégie, du formateur démissionnaire, son éditorialiste du jour, Bart Sturtewagen, stigmatisait « les partis francophones qui bloquent le système belge ». Manière de renouer avec ses mythiques prédécesseurs ?

Phi. Le.



(Photo : Frederic Sierakowski / ISOPIX)

Au Sud

Plumes de guerre, plumes de presse

Dis-moi sur quelle métaphore tu surfes et je lirai tes arrières-pensées... Sur le clavier des rédacteurs, le choix des mots n'est jamais innocent. Et leur conséquence sur l'opinion, jamais insignifiante. On pourrait ainsi dessiner un graphique de l'intensité de la crise politique belge en y plaquant seulement le lexique journalistique relevé au hasard des titres et des chapeaux. On y verrait aussi l'évolution des animosités et l'expression de sentiments changeants parfois de façon surprenante et toujours irrationnelle.

Survolons la presse francophone pendant la seconde quinzaine de novembre 2007. La Région flamande vient d'annoncer son refus de nommer trois bourgmestres de communes à facilités. Parti du sérail politique, le mot « gifle » va devenir le leitmotiv de tous les médias. La claque résonne violemment. Le ton est agressif et le vocabulaire puise sans retenue dans le registre guerrier. C'est surtout frappant dans *Le Soir* où il n'est plus question que de « guerre »,

« tranchées », « bombe », « lutte », « front ». Mais RTL-TVI n'hésite pas non plus à titrer son Controverse « *La guerre froide : que peut faire le roi ?* », tandis qu'un confrère de la RTBF parle, en radio, de « *l'agression flamande* » comme s'il s'agissait d'un fait et non pas d'un jugement. Ainsi, les mots-édito s'insinuent partout, camouflés dans le maquis des comptes-rendus et des papiers d'éclairage. Ils indiquent d'emblée au public – s'en rend-il compte ? – dans quelle grille de lecture il faut inscrire les faits.

18 novembre, 35.000 manifestants tricolores à Bruxelles. Le changement de ton est radical. Le sifflement des balles fait place aux embrasades. Les mots sont ceux de l'amour et de l'union, l'autre facette d'une guerre en quelque sorte. Dans cet élan, la presse de proximité semble s'être donné le mot pour avoir vu dans la marche « *de très nombreux flamands* » (*Vers l'Avenir*), « *plus de Flamands que ce qu'on aurait pensé* » (*Sud Presse*), « *beaucoup de Flamands* » (RTL). Le constat

sera radicalement inverse dans les médias plus sensibles à l'analyse qu'à l'émotion. Ainsi, ce ne sont plus les mots, mais les lunettes qui sont idéologiques, inconsciemment ou non. S'ils s'abreuvent à plusieurs sources, les lecteurs-auditeurs se demanderont si les journaux évoquent bien le même événement. Et certains auront peut-être (re)découvert la relativité du regard journalistique et l'ineptie du concept d'objectivité. 1^{er} décembre, Leterme sort de scène, le pays attend le nom du prochain chargé de mission royale. La presse sort un troisième lexique : celui de la pédagogie, de l'analyse et de l'observation non impliquée. On explique, on pointe « *les gagnants et les perdants* » (*Le Soir*), on explore les scénarios (« *Pourquoi ne pas retourner aux urnes ?* », *Sud Presse*). Sans invective, ni dramaturgie, ni violons. Comme si les médias avaient soudain rangé les plumes de guerre pour reprendre, enfin, les plumes de presse.

J.-F. Dt

Plat pays et mille collines

(Suite de la Une)

Vu de Flandre, l'image inversée renvoyée est sans appel et la charge, particulièrement contre la RTBF, est très rude : Bart Maddens, politologue de la KUL dénonce sans ambages (*De Morgen*, 10/12/07) le militantisme du service public francophone, qui aboutit à faire de l'anti-séparatisme une idéologie d'état et à présenter en ennemi tout qui s'opposerait à ce modèle interculturel idéal belge. Et, poursuit-il, cette idéologie est également anti-flamande, vu l'image stéréotypée que la RTBF véhicule habituellement de la Flandre, nid de séparatistes. « Militants » est le terme qui résume le plus adéquatement l'image des médias francophones parmi les journalistes flamands. Et tous de citer « Bye Bye Belgium » pour appuyer leurs propos, les clichés et contre vérités qui l'ont inspiré.

La dernière charge en date d'Yves Leterme, pour inacceptable qu'elle soit (lire ci-contre le communiqué de l'AJP) doit être lue dans ce contexte, dont les journalistes francophones ne sont habituellement pas conscients, immergés dans leur conception « belge francophone » du pays. Par l'absurde, la démonstration devient sans doute plus évidente : qu'un reportage long soit consacré à la Flandre sur les antennes francophones, ou que des journalistes flamands et francophones collaborent sur un même projet journalistique, voilà qui est présenté comme exceptionnel, ou même comme un « processus de résilience » (Béatrice Delvaux, *Le Soir*, 10/12/07). Il faut (re)lire pour une analyse approfondie de la question, mais aussi pour des considérations

de même nature adressées à l'encontre des médias flamands, l'état des lieux de Dave Sinardet ⁽¹⁾ : « L'information n'est jamais neutre, puisqu'il ne peut s'agir que d'une sélection de certains sujets et éléments en faveur d'autres, de surcroît interprétés en partant d'un cadre de référence spécifique. (...) Certains cadres d'interprétation s'avèrent tellement dominants que, dans des cas extrêmes, ils conduisent à des informations tout bonnement inexactes (...). Un élément important dans l'explication de ces représentations réciproques est sans doute le fait que le paysage médiatique belge est quasi totalement divisé sur base linguistique, un cas unique si on compare avec d'autres pays fédéraux et/ou multilingues ». Ajoutons-y les rythmes continus d'information qui empêchent, le nez sur le guidon, de garder un œil critique sur son propre travail; l'émotion, le peps et le côté « sexy » dont il faut désormais habiller l'info politique ; la méconnaissance habituelle de notre histoire économique et politique (wallonne comme flamande) et du néerlandais (sauf exceptions notables), ou encore l'absence d'une presse d'opinions revendiquée comme telle qui permettrait de distinguer des lignes éditoriales assumées... Loin de nous la prétention de juger ; mais bien de celle de créer débat sur le rôle des médias dans la construction des identités et surtout sur leur responsabilité sociale, aujourd'hui, dans ce plat pays.

Martine SIMONIS

(1) « Médias et politique dans le tourbillon centrifuge belge », Dave Sinardet, in « Le vrai-faux journal de la RTBF », Couleurs Livres / ORM, 2007.

Texte

Yves Leterme s'en est pris une nouvelle fois à la RTBF, dans une interview publiée le 8 décembre par deux quotidiens flamands, qu'il a comparée à Radio Mille Collines, la radio rwandaise qui appelait au massacre des Tutsis à l'époque du génocide. L'AJP a réagi à ces propos en publiant le communiqué suivant.

« L'Association des Journalistes Professionnels (AJP) condamne les propos tenus par Yves Leterme au sujet de la RTBF, rapportant notamment l'assimilation qui en serait faite dans certains milieux à Radio Mille Collines, auteur de provocations génocidaires au Rwanda.

Outre qu'elle déplore cet amalgame méprisant et déplacé, l'AJP rappelle que les journalistes et les médias remplissent dans notre démocratie un rôle essentiel, assumé avec un sens profond de la responsabilité, et qu'ils n'ont pas vocation à servir l'une ou l'autre cause partisane, de quelque couleur qu'elle soit.

L'AJP regrette qu'après les multiples incidents qu'il a déjà suscités avec les médias francophones et plus particulièrement avec la RTBF, le candidat à la fonction de Premier ministre n'ait toujours pas intégré la nécessité de relations correctes avec les journalistes, respectueuses de leur mission d'information et de leur devoir d'esprit critique.

Au passage, l'AJP déplore les petites phrases assassines prononcées avec arrogance à l'égard de la presse par plusieurs acteurs du débat politique actuel dès lors qu'elle ne se contente pas de leur procurer la visibilité et la notoriété qu'ils recherchent constamment. »

La Presse fait sa revue à Liège



Nathalie Evrard (Belga) et Patricia Scheffers (RTBF) en « techniciennes de surface ». (Photo : Michel Krakowski)

la rue Lulay des Fèbres pour se lancer dans des pastiches de « Maillon faible », des marionnettes liégeoises, des gendarmes de St-Tropez, du « Tatayet show »... Sans oublier Statler et Waldorf les deux critiques gâteaux des loges du « Muppet show ».

Le public s'était déplacé en nombre. Et il a manifestement été conquis. La qualité des numéros dépassait largement le niveau d'une aimable fête de patronage auquel certains spectateurs s'attendaient peut-être. Beaucoup, à l'issue de la soirée, espéraient d'ailleurs que cette première cuvée de la « Presse fait sa revue » ne resterait pas sans lendemains. Y aura-t-il d'autres éditions ou, à tout le moins, l'une ou l'autre décentralisation à Huy ou ailleurs ? On devrait le savoir bientôt puisque l'équipe de la Maison de la presse devait procéder, à la fin de l'année, à un débriefing de cette Arlésienne liégeoise

(D. C.)

Journalistes

La lettre de l'AJP

Mensuel (ne paraît pas en août)

Publication de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP)

Editeur responsable : Marc Chamut,

rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles

Rédaction : Résidence Palace,

Bâtiment C (local 2240),

rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles

T : 02 235 22 60 - F : 02.235.22 72

Courriel : journalistes@ajp.be

Site : www.ajp.be

Coordination : Laurence Dierickx

Ont participé à ce numéro :

Jean Blavier, Marie-Claire Bourdoux, Daniel Conraads, Christophe Cordier, Eric Deffet, Jean-François Dumont, Philippe Leruth, Martine Simonis

Abonnement : 35 € (11 numéros/an).

Publicité : AJP

Rédactionnel bouclé le 21/12/07

Membre de l'Union des éditeurs de la Presse Périodique (UPP)

